

*Questions orales**[Français]*

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le ministre du Commerce extérieur a dit qu'une entente de libre-échange nord-américain pourrait être conclue en mars. Toutes les discussions sont tenues à huis clos. Les Canadiens et les Canadiennes ne savent pas ce qui se passe. On ne sait pas si le gouvernement entend consulter le public ou comment il entend ratifier l'entente.

Quelles sont les intentions du premier ministre et de son gouvernement pour consulter le public sur cette entente et pour ratifier l'entente?

[Traduction]

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, le ministre a dit qu'il était possible qu'une ébauche d'accord voit le jour en mars. Il a toujours soutenu que plus vite il y aurait une ébauche, mieux nous serions. Il n'est pas du tout question de conclure un accord sans l'aval du Parlement.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): J'aurais une question supplémentaire pour le premier ministre, monsieur le Président.

Les millions de Canadiens qui ont connu les affres de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis veulent savoir quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de l'accord commercial avec le Mexique. Le gouvernement prendra-t-il pour modèle le premier accord, qu'il empirera? En tant que contribuables, que Canadiens, ils ont le droit de connaître les intentions du gouvernement.

Le premier ministre est-il prêt à promettre aujourd'hui qu'avant de signer un accord, la population canadienne sera consultée par un comité qui fera la tournée de toutes les provinces et de tous les territoires, de sorte que cette fois les Canadiens pourront s'exprimer au sujet de l'accord avant de devoir en subir les conséquences?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la députée fait complètement erreur lorsqu'elle demande si les Canadiens pourront cette fois s'exprimer au sujet de l'accord avant sa signature. La dernière fois que les Canadiens ont eu l'occasion de se prononcer au sujet de l'Accord de libre-échange, dans le cadre d'élections démocratiques, ils ont voté en faveur de celui-ci.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): J'aimerais poser une autre question complémentaire, monsieur le Président. La dernière fois, le Comité de la Chambre des communes chargé d'étudier de libre-échange s'est rendu dans 10 villes en 10 jours, et les Canadiens n'ont pas eu la chance d'exprimer à fond leurs idées. Je voudrais dire au premier ministre que cette fois, il a la responsabilité, et la Chambre l'a également, de renseigner les Canadiens sur le contenu de cette entente.

Le week-end dernier, tandis que les ministres du commerce extérieur se réunissaient à huis clos, des représentants américains, mexicains et canadiens se réunissaient en conférence publique au Mexique pour discuter de la nécessité de conclure des ententes commerciales allant au-delà des questions d'économie et traitant aussi d'environnement, des critères relatifs à la santé et à la sécurité et des droits sociaux des travailleurs.

Le gouvernement ne doit pas laisser passer cette chance. La semaine dernière, le premier ministre a déclaré qu'il se préoccupait des droits de la personne. Dans les négociations commerciales actuelles, veillera-t-il à ce qu'il y ait une entente concernant les droits sociaux, les droits environnementaux et les droits de la personne?

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, permettez-moi de répondre à cette question. Je constate que la députée se trompe encore une fois.

Dans les faits, ce sont deux comités de la Chambre, un comité spécial et le Comité des affaires étrangères, qui ont sillonné le pays et recueilli les commentaires sur l'Accord de libre-échange.

Les Canadiens ont donc eu amplement l'occasion de se faire entendre. Et puis, comme le premier ministre l'a dit, ils ont eu à faire un choix lors des élections. Que voulez-vous donc de plus?

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Ma question s'adresse au premier ministre.

Dans un discours prononcé récemment à Chicago, le ministre du Commerce extérieur, parlant du Canada, a déclaré que tous les Canadiens, hommes, femmes et enfants, pouvaient se loger et se nourrir convenablement.

Étant donné que des dizaines de milliers de Canadiens doivent compter quotidiennement sur les banques d'alimentation et les asiles pour sans-abri, le premier ministre va-t-il retirer cette déclaration? Ou va-t-il plutôt